

Le Canada poursuivra avec vigueur l'idée d'une force de paix permanente des Nations Unies en espérant que la communauté internationale l'écouterà comme il y a de cela près de 40 ans elle avait écouté l'ancien premier ministre canadien Lester Pearson lorsqu'il avait proposé la mise sur pied de contingents de Casques bleus. Cette idée vise à redonner confiance et espoir aux sociétés en proie à la violence et à tous les méfaits qu'elle entraîne.

Le 15 octobre dernier, à Port-au-Prince, j'ai été un témoin privilégié du retour en Haïti du Président Aristide. L'espoir renaît pour ce peuple courageux qui a toujours soutenu son président légitimement élu. Je suis persuadé que la Francophonie saura maintenir son appui à ce pays confronté à une tâche immense de reconstruction nationale.

Pour sa part le Canada a annoncé le 15 octobre dernier qu'il injecterait, au cours des six prochains mois, 30 millions de dollars dans divers programmes destinés à répondre aux besoins immédiats de la population, en mettant l'accent sur les projets créateurs d'emploi. En réponse à une demande du président Aristide et du secrétaire général de l'ONU, le Canada a commencé à former des policiers haïtiens au Canada et en Haïti dans le cadre de la création d'une nouvelle force de police véritablement au service de la population. Nous nous sommes engagés à participer à la mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA); lorsque son déploiement sera autorisé par le Conseil de sécurité, le Canada y affectera une centaine de policiers de la Gendarmerie royale du Canada et entre 450 et 600 membres des Forces armées canadiennes.

Si les images de la renaissance démocratique en Haïti nous réconfortent, d'autres nous sont insoutenables. Qui parmi nous n'a pas été hanté longuement par celles des victimes des massacres du Rwanda, ces images d'hommes, de femmes et d'enfants, entassés dans des camps, hantés par la maladie, la faim et, maintenant, les exactions de toutes sortes?

La Francophonie ne peut rester indifférente devant les conflits qui menacent, en son propre sein, la vie de millions d'innocents et les exposent aux pires violations de leurs droits fondamentaux. N'avons-nous pas nous-mêmes solennellement réaffirmé la primauté de ces droits dans les résolutions et déclarations des derniers Sommets de la Francophonie de Dakar, de Chaillot, de Maurice?

Le Canada souscrit entièrement aux diverses mesures prises par plusieurs pays de la Francophonie en faveur des populations du Rwanda et du Burundi. À l'ONU, j'ai rappelé que pendant deux mois, notre pays avait été le seul à assurer un pont aérien vers Kigali, que jusqu'ici 360 soldats canadiens ont servi sous le drapeau des Nations Unies et que de nombreuses ONG (organisations